

Scénario du film «1952-1953 — Staline — Beria. Chroniques historiques avec Nikolai Svanidze» écrit par Marina Joukova, traduit par l'IA, et précédé d'un résumé également rédigé par l'IA.

Résumé du scénario :

Le texte décrit les dernières années du règne de Staline (1951–1953), marquées par sa santé déclinante, une paranoïa accrue et la préparation d'une nouvelle grande purge visant à la fois les élites soviétiques et les Juifs d'URSS.

En 1951–1952, Staline souffre d'hypertension et d'athérosclérose cérébrale, ce qui renforce ses tendances pathologiques. Il réactive de vieilles obsessions politiques (comme Kerenski, qu'il tente de faire assassiner) et déclenche en Géorgie « l'affaire mingrélienne » : sous prétexte de lutte contre la corruption, on arrête des dizaines de cadres mingréliens et on en déporte des milliers au Kazakhstan. Staline vise indirectement Lavrenti Beria, lui-même Mingrélien, qu'il surveille via ses proches en Géorgie et qu'il charge cyniquement de diriger la commission d'enquête, tout en le destinant à une élimination future.

Parallèlement, Staline commence à désigner certains de ses plus anciens compagnons comme futurs ennemis : Molotov et Mikoyan reçoivent des « marques noires » dès 1948. Au XIX^e congrès du parti (octobre 1952) et surtout au plénum qui suit, Staline humilie Molotov et Mikoyan en public, les accusant de capitulation idéologique, de liens avec le « sionisme » et de complaisance envers les paysans. Il menace même de quitter son poste de secrétaire général, manœuvre de test qui permet de mesurer la loyauté paniquée de l'appareil, notamment de Malenkov, alors successeur potentiel.

Dans le même temps, Staline prépare une nouvelle grande affaire politico-policière : le « complot des blouses blanches », ou « affaire des médecins ». S'inspirant des procès de Nuremberg et se souvenant d'une lettre de 1948 de la cardiologue Lidia Timachouk au sujet du traitement de Jdanov, il relance l'idée que des médecins, majoritairement juifs, auraient assassiné des dirigeants soviétiques (Jdanov, Chtcherbakov). À partir de 1952, des médecins du Kremlin sont arrêtés, torturés, forcés d'avouer espionnage au profit des États-Unis et du Royaume-Uni, et préparés pour un grand procès-spectacle. La presse lance une violente campagne antisémite et anti-intellectuelle. Timachouk est décorée et glorifiée en héroïne nationale.

Selon des témoignages postérieurs, il était prévu de pendre publiquement les médecins condamnés dans plusieurs grandes villes, sur fond d'hystérie antisémite et de préparation d'une déportation massive des Juifs vers la Sibérie et l'Extrême-Orient, présentée comme « protection » contre la vengeance populaire. Des camps sont en construction, et Staline aurait cyniquement évoqué que seule la moitié des déportés devait arriver à destination.

Sur le plan économique, la situation est catastrophique : pénuries de semences, famine latente, exode de la main-d'œuvre rurale. Staline, par sa brochure de 1952, prône l'abolition des relations marchandise-argent et un passage au troc entre ville et campagne, ce que des dirigeants comme Mikoyan et Beria considèrent comme un saut utopique et dangereux. Beria, informé comme chef du système du Goulag et responsable de projets nucléaires, comprend l'impasse économique et la montée du mécontentement. Pour sauver sa propre vie, il envisage un coup d'État, misant sur

Malenkov et, plus prudemment, sur Mikoyan. Khrouchtchev, que Staline traite encore bien, est largement sous-estimé par tous, y compris Beria.

Staline meurt en mars 1953, au moment où l'« affaire des médecins » doit aboutir à un procès et où la déportation des Juifs semble proche. Sa mort interrompt le scénario prévu. Beria fait rapidement annuler l'affaire, les journaux annoncent l'innocence des médecins, ce qui provoque une confusion massive dans l'opinion : certains se sentent trahis par la volte-face officielle, d'autres dénoncent pour la première fois ouvertement le rôle de la presse et des organes de sécurité, exigeant un contrôle sur le MGB et la révision des condamnations passées.

Le texte conclut sur l'idée que la direction soviétique avait déjà, en réalité, « pris congé » de Staline avant sa mort : chacun cherchait sa survie, Beria était prêt à un coup d'État en s'appuyant sur sa position centrale dans l'appareil répressif et nucléaire, mais c'est finalement la mort biologique de Staline qui a stoppé net la logique de terreur croissante, sans empêcher pour autant la lutte de pouvoir qui s'ouvre aussitôt après.

Scénario :

1952/1953 – Staline / Beria

En février 1952, Staline revient à Moscou de ses datchas du Sud. Il a passé sept mois dans le Sud. Il n'était pas à Moscou depuis août 1951. Ces dernières années, il souffre d'hypertension et d'une artériosclérose progressive. Il présente périodiquement des troubles de la circulation cérébrale. Les dérèglements de la sphère psychique provoqués par l'artériosclérose cérébrale accentuent les propriétés pathologiques innées de la nature stalinienne.

En 1952, Staline se souvient tout à coup d'Alexandre Fiodorovitch Kerenski, depuis longtemps tombé dans l'oubli, chef du Gouvernement provisoire en 1917. En 1952, Kerenski vit aux États-Unis. Selon des informations obtenues par le MGB, Kerenski, alors âgé de 70 ans, aurait l'intention de prendre la tête d'un mythique Bloc antibolchevik des peuples. En lien avec cela, le MGB de l'URSS reçoit pour mission d'organiser l'assassinat de Kerenski lors de l'un de ses voyages, soit à Paris, soit à Londres.

Cet assassinat doit être exécuté par un employé du Bureau n° 1 du MGB d'URSS, le capitaine Khokhlov, avec la collaboratrice du bureau, Ivanova, qui doit se faire passer pour la tante de Khokhlov. Le meurtre doit être commis à l'aide d'un pistolet camouflé en stylo-plume « Parker ». D'après les souvenirs du chef du Bureau n° 1 du MGB, Sudoplatov, le capitaine Khokhlov refuse d'exécuter la mission, déclarant qu'il a les nerfs en loques, les mains qui tremblent, qu'il peut rater sa cible et abattre la mauvaise personne.

On projette alors de réorienter sur cette mission le groupe de combat du prince Gagarine, qui, à cette époque, est occupé à chercher des points d'accès au quartier général de l'OTAN à Fontainebleau. Mais la direction du MGB juge à la dernière minute qu'il n'est pas opportun de « brûler » le groupe du prince Gagarine. Kerenski ne sera pas tué.

À l'automne 1951, Staline effectue un voyage à travers ses résidences, de Sotchi à Borjomi. Avec lui se trouve le chef de sa garde, le général Vlassik. Vlassik se souvient :

« À Novo-Afon, j'ai été invité par le camarade Staline à déjeuner. À table – Beria et Poskribychov. Le camarade Staline demanda qu'on apporte du vin jeune. Mais le vin fut servi trop refroidi, alors que, sur instruction du chef, il devait être conservé à une température d'au moins 13–15 degrés. Le personnel avait servi le vin sans en vérifier la température. Tout cela indigna Staline au plus haut point. Après cet incident, que je n'oublierai jamais de ma vie, je ne dormis pas trois nuits. Jusqu'à la fin du déjeuner, je restai à table ni mort ni vif. Je ne sais pas comment mon cœur a tenu, je pensais perdre connaissance. Je souffrais atrocement, parce que le camarade Staline ne parvenait pas à se calmer, il restait nerveux. Je me disais qu'il vaudrait mieux mourir sur-le-champ que de subir une épreuve aussi douloureuse. »

Le général Vlassik date cet épisode au 17 novembre 1951. Juste avant cela, le 9 novembre 1951, sur fond de vacances de Staline en Géorgie, sort une résolution du Comité central « Sur la corruption en Géorgie et sur le groupe antiparti du camarade Baramia ». C'est le début de ce qu'on appelle « l'affaire mingrélienne ».

Elle est lancée comme une affaire pénale anticorruption, mais se transforme instantanément en affaire politique. Baramia, deuxième secrétaire du Comité central du Parti communiste de Géorgie, mentionné dans la résolution, est d'origine mingrélienne. Avec lui, 36 personnes sont arrêtées. Plus de 400 sont démis de leurs fonctions. L'écrasante majorité sont des Mingréliens. On les accuse de liens avec l'émigration nationaliste et les services spéciaux occidentaux.

Depuis sa datcha de Novo-Afon, Staline est en contact constant avec le chef du MGB géorgien, Roukhadzé, et avec le nouveau premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Géorgie, Mgeladzé, tout juste nommé. Staline exige qu'on applique aux détenus des mesures de « pression physique » afin d'obtenir d'eux des aveux d'espionnage.

Le 16 novembre 1951, à la veille du jour où Staline se mettra en colère à propos de la température du vin qui lui a été servi, sort une résolution du CC du VKP(b) « Sur l'expulsion du territoire de la RSS de Géorgie des éléments hostiles ». Conformément à cette résolution, commencent les rafles et les déportations. On envoie 11 200 Mingréliens au Kazakhstan.

Beria se trouve alors à Novo-Afon avec Staline. Beria est mingrélien. Le village de Merkheouli, où il est né, se trouve justement non loin de Novo-Afon. Le sens de « l'affaire mingrélienne » imaginée par Staline ne peut échapper à Beria, même s'il ignore probablement ce que Staline a dit au chef du MGB, Ignatiev. Et Staline a dit à Ignatiev : « Cherchez le grand Mingrélien. »

Staline n'oublie rien. En 1949, au XIV^e congrès du Parti communiste de Géorgie, on met Beria sur le même plan que Staline. Lors de l'élection du Comité central, Beria est unanimement élu membre d'honneur. Lors du vote sur la candidature de Staline, il y a de nombreux abstentionnistes.

Sur ordre de Staline, on commence à surveiller les parents de Beria en Géorgie. Un dispositif d'écoute est installé dans l'appartement de sa mère à Tbilissi. Avec le début de « l'affaire mingrélienne », Staline nomme Beria à la tête de la commission du parti chargée de l'enquête et l'envoie à Tbilissi.

Beria remplit d'une main sûre les fonctions qui lui sont confiées : il contrôle l'efficacité de l'épuration, des arrestations, des déportations, et supervise la fermeture des journaux mingréliens. Les intentions de Staline à l'égard de Beria n'en sont pas modifiées pour autant. Beria est le troisième membre du premier cercle de Staline que celui-ci, à l'approche de 1952, sélectionne pour l'élimination. Les deux premiers sont Molotov et Mikoyan. Staline les désigne déjà en 1948.

Extrait des notes personnelles de Mikoyan :

« En décembre 1948, au retour de Staline de vacances, je me rendis avec d'autres membres du Politburo chez Staline, à la datcha proche de Moscou. La conversation se déroulait de manière tout à fait paisible et agréable. Soudain, en plein milieu du dîner, Paskriobytchev se leva de sa place. Paskriobytchev, chef du service spécial du Comité central, était en fait le secrétaire de Staline. Il se leva et déclara : “Camarade Staline, pendant que vous vous reposiez, Molotov et Mikoyan préparaient ici, à Moscou, un complot contre vous.”

Je criai : “Canaille !” et saisis une chaise pour la lui lancer. Beria me retint. Molotov restait assis comme une statue. Les autres se taisaient aussi. De toute évidence, tout cela était planifié, et Paskriobytchev ne faisait qu'exécuter une mission confiée par Staline. Staline dirigea alors la conversation vers un autre sujet. »

En 1948, la femme de Molotov a déjà été arrêtée et déportée. En 1952, pour ceux qui se tiennent près de Staline, la situation est portée à l'extrême. Staline est prêt à entamer une nouvelle purge. Il ne souhaite pas laisser derrière lui des critiques potentielles de son système de gestion du pays. En tête de cette liste se trouve Beria, détenteur d'informations exceptionnelles dans tous les domaines, tant de la politique intérieure qu'extérieure.

En raison de la différence d'âge entre Beria, Molotov, Malenkov et lui-même, Staline sait qu'ils lui survivront. Il faut donc les liquider dès maintenant. Les actions de toute la haute direction deviennent imprévisibles si lui, Staline, commence à s'affaiblir rapidement.

Et voilà, en plus, la visite de son médecin personnel, le professeur Vinogradov. Cette visite a lieu en janvier 1952. Vinogradov constate chez Staline une dégradation brutale de l'état de santé et consigne dans son dossier médical la nécessité d'un régime strict, avec renoncement complet à toute activité. Staline entre dans une rage folle. Ce sera la dernière visite du professeur Vinogradov. Staline ordonne de détruire son propre dossier médical.

Plus encore : Staline, chef d'un pays doté de l'arme atomique, refuse purement et simplement tout suivi médical.

Entre-temps, selon les souvenirs de Konstantin Simonov, au XIXe Congrès du parti, en octobre 1952, Staline paraît vigoureux :

« Staline se lève de derrière la table du présidium, contourne cette table et, d'un pas alerte, légèrement chaloupé, non pas descend, mais presque court jusqu'à la tribune. Il parle calmement, sans se presser. »

Il module sa voix avec virtuosité, à sa manière, gesticule avec mesure. Sur le fond, son discours au congrès est banal et bref. Ce qui est remarquable, c'est autre chose. À la séance de clôture du congrès, on élit une nouvelle composition du Comité central. Le CC est presque doublé.

Les membres de ce dernier CC stalinien – Souslov, Grichine, Zimianine, Kapitonov, Kouznetsov, Patolitchev, Gromyko, Epishev, Oustinov – resteront au pouvoir sous Khrouchtchev et formeront le noyau du pouvoir brejnévien. Dans cette cohorte de protégés de Staline, un peu à part, hors idéologie, se tiennent les économistes Kossyguine et Baïbakov. Brejnev devient également membre du CC en 1952.

Le 16 octobre 1952 se tient le plénum du CC qui suit le congrès. Il dure deux heures à peine. Pendant une heure et demie, c'est Staline qui parle. Le membre du CC, l'académicien A. I. Roumiantsev, se souvient :

« Staline entra dans la salle sous de vifs applaudissements. S’approchant de la table, il dit d’une voix sourde, hostile, avec un fort accent : “Pourquoi vous agitez-vous ainsi ? Qu’est-ce que c’est ici, une session du Soviet suprême ou un meeting pour la paix ?”

Staline dit que la situation dans le monde est grave. Qu’il est vieux, et que le moment approche où d’autres devront faire son travail. Et là, Staline se met à parler de Molotov.

Ce fut un déluge d’accusations : capitulation devant l’idéologie bourgeoise, affaiblissement du parti, complicité avec le sionisme. Staline ne se cache pas d’être grossier : “Le camarade Molotov respecte tellement son épouse, la camarade Jemchoujina, que nous n’avons pas le temps de prendre une décision au Politburo sur telle ou telle question importante, que déjà elle est connue de la camarade Jemchoujina. Et autour d’elle gravitent des amis en qui on ne peut avoir confiance.” »

La femme de Molotov est déportée dans le cadre de ce qu’on appelle l’affaire du Comité antifasciste juif, le CAJ.

En août 1952 se termine le procès des membres du CAJ. Le comité avait été créé par Staline au début de la guerre, en 1941, pour assurer l’aide matérielle à l’URSS de la part de l’opinion publique juive internationale. Le CAJ, dirigé par le célèbre metteur en scène Solomon Mikhoels, remplit cette mission.

Après la guerre, le Comité juif, avec sa direction prestigieuse, acquiert un caractère de défense des droits. Sur ordre de Staline, Mikhoels est assassiné en 1948.

Treize dirigeants du CAJ sont fusillés le 12 août 1952. Cependant, il n’a pas été possible de faire de l’affaire du CAJ un grand procès public : les accusés ne reconnaissent pas les accusations d’espionnage.

L’épouse de Molotov, Polina Jemchoujina, sera ramenée de déportation à Moscou au début de 1953, puis de nouveau arrêtée. Le but est d’extorquer d’elle des témoignages compromettant son mari, afin de les utiliser lors du procès envisagé contre Molotov.

Staline poursuit son intervention au plénum :

« Maintenant, à propos du camarade Mikoyan. Il s’oppose, voyez-vous, à l’augmentation de l’impôt agricole sur les paysans. Or, le moujik est notre débiteur. Nous avons donné aux kolkhozes de la terre. Les paysans doivent donc payer leur dette à l’État. Qu’est-ce que Mikoyan ne comprend pas là-dedans ? Qui est-il, notre Anastas Mikoyan ? »

Molotov et Mikoyan montent à la tribune pour se justifier. Konstantin Simonov, présent au plénum en tant que candidat au CC, écrira :

« Molotov et Mikoyan parlaient, et il me semblait que ce n’étaient pas des hommes, mais des masques blancs, très ressemblants à leurs visages et en même temps complètement différents, déjà plus vivants.

Staline frappait volontairement ses compagnons de longue date. Staline frappait pour mettre hors jeu ses possibles successeurs. Et il voulait que tous ceux réunis au plénum le comprennent. »

Staline remonte à la tribune et dit soudain :

« Je demande à être relevé de mes fonctions de secrétaire général du CC du PCUS. Je suis vieux. Je ne lis plus les papiers. Élisiez-vous un autre secrétaire. »

Staline prononce ces mots en regardant la salle. Derrière lui est assis le Politburo. Malenkov, qui préside le plénum, se tient debout. Simonov écrit :

« Le visage de Malenkov, debout derrière Staline, ses gestes, ses mains levées de façon expressive étaient une prière directe adressée à tous ceux présents de refuser immédiatement la demande de Staline. »

Malenkov, auteur du rapport d'activité au congrès, président de la plupart des séances du CC, est précisément celui qui, aux yeux de tous, est la candidature au poste de secrétaire général, au poste du camarade Staline que ce dernier propose soi-disant de quitter pour cause de vieillesse et de fatigue.

Malenkov comprend instantanément que Staline n'a aucune intention d'abandonner le poste de secrétaire général, que tout cela n'est qu'un test, une prise de température. Et si Staline sentait dans la salle ne serait-ce qu'un début de soutien à sa demande, le premier à en répondre aurait été Malenkov. De sa tête.

D'abord, du présidium fuse : « Non, nous vous demandons de rester. » Puis toute la salle gronde : « Impossible ! Nous vous prions de rester ! »

Staline reste longtemps debout, scrute la salle, puis fait un geste de la main et s'assoit.

Le nom de Beria, au plénum d'octobre du CC, Staline ne le prononce pas. Beria supervise, à cette époque, le projet de création de la bombe H. On annoncera à Staline l'achèvement des travaux sur la bombe H soviétique au début de 1953. Fin 1952, la bombe n'existe pas encore. C'est justement pour cela que la partie décisive que Staline veut jouer contre Beria est reportée.

Staline craint un complot et un coup d'État. Il tâte le terrain, marque les possibles instigateurs. Et il se protège du coup d'État.

Il commence à mettre en œuvre sa combinaison favorite pour éliminer ses proches, ne la teintant que légèrement aux couleurs de la guerre froide. Cette combinaison prendra le nom « d'affaire des médecins ».

Le vice-président du Conseil des ministres et membre du CC, Malychev, écrit dans son journal à propos de l'intervention de Staline lors de la séance élargie du Présidium du CC du PCUS le 1er décembre 1952. Staline déclara alors :

« Tout Juif est un agent potentiel des États-Unis. Parmi les médecins, il y a beaucoup de juifs nationalistes. »

À la fin de l'été 1951, Staline se repose à Novo-Afon. Mikoyan est à Soukhoumi. Malenkov à Myoussera. Boulganine à Sotchi. Mikoyan se souvient :

« Un jour, nous étions tous chez Staline pour dîner, tous les camarades cités. On parlait de divers sujets. Tout se passait bien. Vers quatre heures du matin, on apporta des bananes. Il faut dire que Staline aimait beaucoup les bananes. Après la guerre, il avait même ordonné de livrer de petites quantités de bananes à Moscou, Leningrad et Kiev. C'était très difficile de livrer de petites quantités de bananes, mais on y était parvenu. »

Donc, ce jour-là, à la datcha de Novo-Afon, à quatre heures du matin, Staline prend une banane, la goûte et n'est pas satisfait de son goût.

« Pourquoi cela ? interroge Staline. Pendant des années, nous avons reçu des bananes, et jamais elles n'ont été comme ça. Cela veut dire que le ministre travaille mal ? »

Mikoyan se met à défendre le ministre du Commerce extérieur, Menchikov. Staline exige une vérification et la recherche des responsables. Le lendemain, Beria est déjà au courant de « l'affaire des bananes ».

Quelques jours plus tard, Mikoyan revient chez Staline. Celui-ci se remet immédiatement à parler des bananes, exige de destituer le ministre du Commerce extérieur, Menchikov, et de nommer à sa place son adjoint, Koumykine.

Quand, à Moscou, Mikoyan convoque Koumykine pour lui annoncer sa nomination, le visage de ce dernier se transforme, puis il se met à pleurer :

« Ne me perdez pas, je ne veux pas être ministre, aidez-moi à échapper à cette nomination. »

Dans ces conditions, beaucoup de gens, qui évaluent sainement la situation, craignent les promotions comme une condamnation. L'ancien ministre du Commerce extérieur, Menchikov, Mikoyan parvient à l'envoyer comme chef des douanes sur l'Amour. Après la mort de Staline, il deviendra ambassadeur en Inde, puis aux États-Unis.

À l'automne 1951, le ministre de la Santé, Smirnov, vient voir Staline à la datcha de Novo-Afon. Il se souvient :

« Nous nous promenions dans le jardin, nous discutons. Staline me montrait des arbres où poussaient des citrons et des oranges. Et tout à coup, sans transition, il me demande : “Camarade Smirnov, savez-vous quel médecin a soigné Dimitrov et Jdanov ?”

– Je sais, répond le ministre Smirnov, et il cite le nom du professeur Kogan.

– C'est étrange, dit Staline. Un seul médecin les soignait, et tous deux sont morts. »

Le professeur Kogan avait effectivement été le médecin traitant du secrétaire du CC, Jdanov. Ce dernier passe le dernier mois avant sa mort, sur l'insistante recommandation de Staline, dans un sanatorium à Valdaï.

Là, une équipe de médecins le suit, parmi lesquels le chef de la Direction médico-sanitaire du Kremlin, Egorov, le professeur Vinogradov et le professeur Etinger.

À Valdaï, en août 1948, ce groupe de médecins – les consultants du Kremlin – se heurte à un désaccord de diagnostic avec le médecin Lidia Timachouk, responsable du cabinet d'électrocardiographie de l'hôpital du Kremlin. Timachouk a réalisé un électrocardiogramme de Jdanov.

La divergence d'opinion avec l'équipe de médecins pousse Timachouk à écrire immédiatement une lettre au chef de la Direction principale de la sécurité du MGB d'URSS, le général Vlassik.

Le général Vlassik transmet la lettre de Timachouk au ministre de la Sécurité d'État, Abakoumov. Le jour même, Abakoumov transmet la lettre de Timachouk avec sa propre note d'accompagnement à Staline. Celui-ci lit la lettre et écrit en marge : « À archiver. »

Timachouk est rétrogradée. Les médecins poursuivent leur travail. Quatre ans passent.

L'idée de relancer « l'affaire des médecins » ne vient pas à Staline en 1952. L'expression « affaire des médecins » ou « procès des médecins » a probablement attiré son attention au moment du procès de Nuremberg.

En 1946, dans le cadre du Tribunal international pour juger les criminels de guerre nazis, on examine l'affaire des médecins nazis assassins. Staline note cela et le garde en mémoire.

En 1948, la lettre de la médecin et collaboratrice officieuse du MGB, Timachouk, au sujet du traitement de Jdanov est versée au même « archive » de la mémoire de Staline.

En août 1952, Staline en ressort cette lettre. Commencent alors les entretiens avec Timachouk à la section d'instruction des affaires particulièrement importantes du ministère de la Sécurité d'État.

En février 1952, est arrêté l'ancien directeur adjoint du sanatorium gouvernemental de Barvikha, le docteur Ryjikov. On l'accuse de liens terroristes avec le médecin traitant de Chtcherbakov, le professeur Etinger.

À ce moment-là, le professeur Etinger est déjà mort depuis un an, à la suite de tortures dans une cellule frigorifique inventée personnellement par le chef du MGB, Abakoumov.

Abakoumov a lui-même déjà été arrêté pour participation à un « complot sioniste ».

Bien qu'il ait, en tant que chef du MGB, organisé personnellement l'assassinat de Mikhoels et le procès du CAJ, on l'accuse de complot sioniste.

En 1952, on reproche également à Abakoumov d'avoir dissimulé la lettre de la médecin Lidia Timachouk, alors même que c'est sur la note d'Abakoumov à Staline qu'est apposée la résolution de Staline « À archiver ».

En 1952, on se souvient de Lidia Timachouk, qui avait participé à l'examen du cœur du secrétaire du CC, Chtcherbakov, mort en 1945.

Il faut savoir qu'à l'époque, selon les usages du Kremlin, les organes internes de tous les défunts dirigeants du pays étaient conservés pendant sept ans dans des cuves de formaldéhyde.

En 1952, une commission – en fait, deux commissions – examine le cœur de Chtcherbakov et parvient à une conclusion unanime : le traitement du camarade Chtcherbakov peut être qualifié de « criminel ».

En septembre, on arrête le premier groupe de médecins du Kremlin.

Vers la mi-octobre, est arrêté le chef de l'hôpital du Kremlin, Egorov. Deux semaines auparavant, sa femme a été arrêtée. En novembre 1952, vient le tour des professeurs Vinogradov, Vovsi, Vassilenko, Kogan ; en décembre, des professeurs Feldman, Temkine, Grinchtein.

Conformément aux instructions de Staline, pour accélérer l'enquête, la torture est appliquée à tous les détenus.

Dès le 4 décembre 1952, sort une résolution du CC du PCUS « Sur le sabotage dans le domaine médical ».

La résolution précise :

« Des données documentaires et des aveux de détenus ont établi qu'un groupe ennemi composé de médecins et de nationalistes juifs était lié aux ambassades anglaise et américaine, agissait sur ordre des services de renseignement américains et anglais et se préparait à des actes terroristes contre les dirigeants du parti et du gouvernement.

Les criminels ont avoué qu'ils avaient réussi à faire périr Jdanov et Chtcherbakov. »

La résolution souligne qu'il aurait été possible de décapiter ce groupe ennemi si l'on s'était plus tôt penché sur la déclaration de la camarade Timachouk.

Le 13 janvier 1953, la Pravda publie un communiqué de la TASS sur l'arrestation d'un groupe de médecins saboteurs, ainsi qu'un article intitulé « Vils espions et assassins déguisés en médecins ».

« Le monde entier peut maintenant voir le vrai visage de ces cannibales – les suppôts des États-Unis et de l'Angleterre », lit-on dans l'article. Il y est souligné que les États-Unis ont « disséminé leurs espions dans tout l'arrière de l'URSS ».

Il ne s'agit donc pas seulement des médecins du Kremlin. C'est un phénomène massif, omniprésent. C'est pourquoi, dit l'article, nos citoyens doivent lutter contre l'insouciance. Entre parenthèses, on précise : « la bouche béante ». Cette précision se répète plusieurs fois dans le texte. C'est le signe de la retouche personnelle de Staline.

Pour la première fois, ce mot qui lui plaît, « ротозейство » (bouche béante, négligence imbécile), Staline l'emploie à la séance du Présidium du CC du 1er décembre 1952, quand il décrit l'atmosphère dans laquelle il est facile pour le renseignement américain de travailler.

Le 20 janvier, Lidia Timachouk est reçue au Kremlin par le secrétaire du CC, Malenkov, qui, au nom de Staline et du gouvernement soviétique, la remercie pour sa vigilance. Le 21 janvier, les journaux publient un décret attribuant à Lidia Timachouk l'ordre de Lénine pour son aide dans la mise à nu des médecins assassins.

Les journaux la qualifient de « grande fille du peuple russe », on la compare à Jeanne d'Arc.

Dès le 15 janvier, le journal Zvezda est sorti avec un nouvel article. Zvezda précise qu'il s'agit d'un complot de médecins juifs. De nouveau, on y parle d'espionnage anglo-américain. Et encore une fois : l'insouciance (ротозейство) et les bavardages sont des bases d'opération pour les ennemis.

Dans toutes les conditions où travaille un citoyen soviétique, il doit respecter l'exigence du parti – être prudent.

Commence alors un psychose de masse.

Chaque médecin est considéré comme un assassin potentiel. Les gens, partout, refusent de prendre des médicaments.

Dans toutes les institutions se tiennent des meetings réclamant la peine de mort pour les criminels. De nombreux participants aux meetings se proposent eux-mêmes comme bourreaux. Se proposent aussi, en cette qualité, des membres de la profession médicale, des médecins et même des professeurs.

Le fils du professeur torturé Etinger, l'historien Yakov Etinger, a ultérieurement conversé avec l'ancien ministre des Forces armées, Boulganine.

Selon Boulganine, le procès des médecins était prévu pour les 12–15 mars 1953. Les condamnés devaient être pendus publiquement sur les places des plus grandes villes du pays. Une répartition par ville était déjà établie. Les pendaisons publiques sur les places centrales devaient être observées par les habitants de Moscou, Leningrad, Kiev, Minsk, Sverdlovsk.

Parallèlement, dans l'atmosphère d'hystérie de masse et de disponibilité aux pogroms, Staline cherche pour lui-même un moyen d'entrer dans l'histoire comme le sauveur des Juifs de la vengeance populaire spontanée.

Naît l'idée de la déportation des Juifs. La déportation doit être présentée comme un acte d'humanisme – les sauver de la justice sommaire du peuple.

Le ministre des Forces armées, Boulganine, confirme la préparation d'une déportation massive des Juifs en Sibérie et en Extrême-Orient. À l'Est, de nouveaux camps sont construits.

Au cours de la déportation, on prévoyait des catastrophes ferroviaires et des « attaques spontanées » contre les trains.

Khrouchtchev se souvient d'une conversation avec Staline à ce sujet. Selon Khrouchtchev, Staline disait que seule la moitié des déportés devait arriver à destination.

Le pacifisme, c'est-à-dire l'amour de la paix, n'est absolument pas à la mode à cette époque. Il n'est pas encouragé. Il est même puni.

Le magazine pour enfants Droujnyé rebiata (« Les Gars unis ») est sévèrement critiqué pour avoir publié le poème de Véronika Touchnova « La Colombe de la paix ». Ce poème simple et bienveillant est qualifié de pernicieux pour son sentimentalisme inadmissible.

Le 1er janvier 1953, le journal Mariskaïa pravda publie le récit « La garde de la paix ». Le conducteur de tracteur Vassia « pensait tout le temps combien ce serait bien d'accrocher des colombes en fer sur les tracteurs. Ils se tiendraient en rang serré, les tracteurs prêts au travail, avec de grosses colombes étincelantes sur les radiateurs ».

Le récit est critiqué parce qu'il « éduque le lecteur dans un esprit pacifiste ».

En janvier-février 1953 se cristallise l'essence de toute la combinaison stalinienne autour de « l'affaire des médecins ».

Les enquêteurs arrachent des aveux sur les liens des médecins arrêtés avec Molotov et Mikoyan. L'image doit être cohérente.

L'ennemi principal : les États-Unis. Leurs agents : des professeurs juifs, lesquels sont protégés par des membres de la plus haute direction du pays.

À cela s'ajoute la cinquième colonne constituée de médecins juifs dans tout le pays, et même de tous les Juifs en général, comme agents d'influence potentiels des États-Unis.

Ainsi, « l'affaire des médecins », au-delà de sa composante antisémite, entraîne l'élimination totale et définitive de l'ancien entourage de Staline.

C'est en grande partie une répétition du schéma stalinien de 1937. À l'époque déjà, des membres de la haute direction étaient accusés d'espionnage. À l'époque déjà, il y avait des médecins à qui l'on imputait la mise à mort de Kouibychev, de Gorki et du fils de Gorki.

La vieille pâte est maintenant diluée d'antisémitisme emprunté à l'Allemagne nazie. Et tout cela est assaisonné de rhétorique de guerre froide.

L'essentiel, c'est le spectacle final promis – la répression. Le fait que celle-ci sera publique circule déjà sous forme de rumeurs.

En l'absence de divertissements de masse – la télévision n'existe pas encore – et dans la misère générale, on attend soudain un spectacle gratuit.

Et là – au sommet de cette attente et de cette hystérie – Staline meurt.

Même après que Beria, en avril 1953, aura officiellement clos « l'affaire des médecins » et que l'innocence des médecins aura été annoncée dans la Pravda, les passions ne retombent pas.

L'annonce dans la Pravda provoque un flot de lettres à la rédaction du journal. Les lettres sont regroupées en synthèses et transmises, avec la mention « secret », au Comité central.

La plupart sont anonymes.

« Les médecins saboteurs ont indigné par leurs actes tout le peuple soviétique, et chaque homme honnête s'est rempli de haine à leur égard. Et voilà qu'aujourd'hui nous lisons que toutes ces accusations étaient mensongères. Cette annonce a provoqué un sentiment de gifle reçue injustement et de manière inattendue.

Nous n'avions pas encore mis le pied dans la cuisine, ce matin, que tout le monde se mit à en parler, et tous s'indignent. Toute la journée on s'indigne partout. Comment peut-on semer un tel doute dans le peuple ? En qui croire désormais ? »

Encore une lettre anonyme de Moscou :

« On ne peut pas, de manière aussi grossière, déchirer l'orientation politique bien connue dans nos esprits. »

Un certain Moskalenko, de Moscou :

« Nous, gens simples, sommes tout simplement stupéfaits. Il n'y a plus de main stalinienne ferme. Le communiqué gouvernemental sur l'innocence des médecins désoriente tout bonnement le peuple simple et suscite incertitude et nervosité. »

Une autre lettre anonyme de Moscou :

« Est-ce que ces malheureux professeurs, s'ils ne se sont pas révélés saboteurs, valent vraiment la peine de bouleverser à ce point l'esprit de nos ouvriers ? »

Mais il y a aussi des lettres totalement nouvelles dans leur esprit, encore récemment impensables.

« Au nom d'un groupe d'ouvriers communistes, nous exprimons notre totale défiance envers la rédaction de la Pravda. Pendant deux ou trois ans, le journal a mené une campagne de pogrom, savourant les noms juifs et démontrant, comme une feuille de chou fasciste, qu'il fallait frapper les Juifs. Et maintenant, il publie des éditoriaux sur l'amitié des peuples. Vous êtes des prostitués et des bêtes. Partez. Les fascistes n'ont rien à faire à la Pravda. »

Et encore une lettre :

« Oui, le scandale avec les professeurs a été sans précédent. Moscou est agitée comme une ruche. Le secret est devenu public. Comment a-t-on pu laisser se produire à Moscou, au ministère de la Sécurité d'État, l'œuvre de maîtres bourreaux ? Comment un cachot de type fasciste a-t-il pu exister au centre de la capitale ?

Que de fois nous voyons des généraux et des colonels boursoufflés du MGB, arrogants, avec l'air d'être le sel de la terre. Placés dans des conditions exceptionnelles, recevant des salaires et des pensions de plusieurs milliers de roubles sans les mériter, des voitures, des séjours, des appartements. Il faut un contrôle sur le MGB. Il faut vérifier immédiatement les affaires passées, les déportations, les condamnations. »

Et, à la fin de la lettre, une post-scriptum : « Tous ceux qui sont réunis ici veulent signer, mais beaucoup ont encore peur. »

Ceux qui composent la direction du pays ont déjà fait leurs adieux à Staline avant même sa mort physique. En premier lieu, Beria.

En 1953, Lavrenti Beria a 54 ans. La détermination stalinienne à le liquider est pour lui évidente. Il est trop expérimenté pour ne pas s'en rendre compte. Et il n'a aucune intention de mourir. Il a participé aux répressions, les a dirigées et exécutées dans les années 30, en Géorgie comme dans le reste du pays.

Il connaît le mécanisme de la répression.

Il est difficile d'imaginer qu'avec ce savoir, il se résignerait, en 1953, à monter à l'échafaud.

Cela signifie que Beria peut, qu'il est prêt à tenter un coup d'État. C'est sa seule chance. Et pas plus tard que le début du procès des médecins.

Beria a peu de temps pour rassembler des partisans : un mois et demi environ. Mais l'expérience ultérieure du complot de Khrouchtchev contre Beria lui-même montre que ce délai est tout à fait suffisant.

Mikoyan entretient depuis de longues années des relations amicales avec Beria.

Au plénum de 1952, Mikoyan a déjà reçu une « marque noire ». Il peut s'attendre à être arrêté à tout moment.

Il existe un autre facteur. Mikoyan, par les postes qu'il occupe, a une vision de l'économie soviétique, en particulier de la situation catastrophique de l'approvisionnement alimentaire.

Beria, vice-président du Conseil des ministres et détenteur d'informations économiques exclusives au titre du NKVD – puis du MGB – est, en tant que maître de longue date du Goulag, conscient que le système économique des camps soviétiques est incapable de rivaliser avec l'économie occidentale à l'époque du bond scientifique et technique.

Beria est aussi au courant de la montée du mécontentement dans le pays.

Dans le courrier quotidien du journal Agriculture socialiste, en avril 1952, des kolkhoziens du district de Kiknour, oblast de Kirov – Smirnova, Demintseva, Ovchinnikova – écrivent :

« Au kolkhoze, il n'y a rien à semer, il n'y a pas de semences, et, comme force de travail, il ne reste que des vieux, les jeunes se sont dispersés dans tous les sens. On n'a rien pour nourrir le bétail, il meurt. Nous en sommes arrivés à un point où il n'est plus possible de vivre. Nous allons probablement devoir fuir. Faut-il que nous en appelions à l'Amérique ? »

Il est certes difficile de soupçonner Beria de ce qu'on appelle une position d'homme d'État. Mais, de manière pragmatique, dans son propre intérêt, il est capable d'utiliser l'effondrement profond de l'économie comme atout maître dans la partie décisive contre Staline.

Mikoyan peut l'y aider. Il écrira dans ses mémoires :

« En 1952, est sortie la brochure de Staline "Les problèmes économiques du socialisme en URSS".

On y affirmait que les relations marchandise-argent dans l'économie avaient fait leur temps, qu'il fallait passer à l'échange de produits entre la ville et la campagne. C'était un virage ultra-gauchiste incroyable. Staline projetait, semble-t-il, de construire le communisme dans notre pays de son vivant encore. »

La nouvelle idée économique de Staline menace de plonger le pays dans un chaos complet.

Toute violence supplémentaire contre l'économie devient dangereuse, donc inadmissible.

Beria a très bien pu – il devait – discuter des problèmes économiques avec Mikoyan, avec Malenkov. Les actions de Beria après la mort de Staline le confirment. Et Mikoyan soutiendra prudemment Beria, même au moment où celui-ci sera arrêté.

En outre, le fils de Mikoyan a épousé la fille du secrétaire du CC, Kouznetsov, fusillé avec d'autres en 1951 dans le cadre de ce qu'on appelle « l'affaire de Leningrad ».

Staline se souvient certainement de cela. Le mariage des enfants de Mikoyan et de Kouznetsov a lieu au moment où Kouznetsov est déjà démis de ses fonctions. Après l'exécution de Kouznetsov, le mariage n'est pas rompu. Kaganovitch dit à Mikoyan : « Tu es devenu fou, ou quoi ? »

Quant à Molotov, il est l'objet principal de la colère de Staline au plénum de 1952. Avant la mort de Staline, il n'y a pas de conflit entre Molotov et Beria. Beria n'a rien à voir avec l'arrestation de la femme de Molotov. Molotov apprécie avant tout chez Beria son énergie.

Le fils de Beria, Sergo Beria, rapporte :

« Gueorgui Konstantinovitch Joukov (j'ai entendu moi-même cette conversation chez nous) proposa à mon père d'organiser un coup d'État militaire. »

Avec Malenkov, Beria forme depuis longtemps un tandem, encore renforcé au moment de la montée à Moscou du groupe de Leningrad, qui sera plus tard fusillé. Il est notoire qu'en 1953, Malenkov est l'homme numéro deux du parti après Staline. C'est sur Malenkov que Beria mise principalement.

Vorochilov porte, depuis le plénum de 1952, la marque d'« espion anglais ».

Khrouchtchev, Beria le sous-estime. Et en cela, Beria n'est pas original. Le fait que Khrouchtchev soit un potentiel numéro un, personne ne le discerne au début de 1953.

Khrouchtchev se souvient :

« Dans la dernière année de la vie de Staline, Beria manifestait de plus en plus grossièrement dans un cercle restreint son manque de respect pour Staline. Il tenait ce genre de propos en ma présence également. Je dois reconnaître que cela me blessait et me mettait en garde. Je considérais les sorties offensantes de Beria contre Staline comme une provocation, pour qu'ensuite il me dénonce à Staline comme "ennemi du peuple". Je l'écoutais, je ne me bouchais pas les oreilles, mais je ne me mêlais jamais à ces conversations. Malgré cela, Beria continuait sur la même lancée. »

Khrouchtchev avait toutes les raisons de soupçonner Beria de provocation. Il écrit :

« Beria était maître en la matière, il était capable de tout, de toute infamie. »

Mais Khrouchtchev ne fait pas partie du cercle des victimes potentielles de Staline.

Il écrit encore :

« Staline se comportait bien avec moi, il avait confiance en moi et m'estimait. »

Tous les autres personnages principaux de l'entourage stalinien ne peuvent déjà plus dire cela d'eux-mêmes au début de 1953.

La chasse stalinienne à ses proches n'épargne même pas le chef de la garde, Vlassik, fidèle depuis des années comme un chien.

En 1952, est élu un CC élargi, ce sont de nouveaux hommes, qui n'ont pas été testés personnellement par Staline.

Ils sont prêts à occuper les postes de direction du pays, mais ces postes doivent être libérés pour eux par Staline. Et celui-ci décline.

Le chef du Bureau n° 1 du MGB d'URSS, Sudoplatov, se souvient alors :

« C'était fin février 1953. Le chef du MGB, Ignatiev, dit que nous allons à "l'instance", c'est-à-dire chez Staline. Ce que j'ai vu m'a frappé. J'ai vu un vieillard. Staline avait beaucoup changé. Et bien qu'il ait toujours parlé lentement, il prononçait maintenant les mots avec effort, les pauses entre les mots étaient plus longues. Apparemment, les rumeurs sur deux attaques d'apoplexie étaient fondées. »

Dans cet état, Staline discute ni plus ni moins que de la préparation de l'assassinat du dirigeant de la Yougoslavie, Josip Broz Tito.

Si Staline n'était pas mort dans le délai que l'histoire lui avait imparti, Beria serait passé au coup d'État.

Et il ne s'agit pas seulement de ses partisans. Beria est le seul dans le pays à disposer des moyens d'un chantage atomique dans la politique intérieure.

Beria est plus qu'un simple « vice-roi » stalinien sur les projets atomique et hydrogène, avec toutes leurs ressources humaines et militaires. Dans ce domaine, Beria rivalise avec succès avec Staline lui-même.

Andreï Dmitrievitch Sakharov racontait comment son aîné, l'académicien Zeldovitch, disait : « Notre Lavrenti Pavlovitch. »

En juin 1953, juste avant son arrestation, Beria mettra en marche ce mécanisme de chantage, cette fois avec l'aide de la bombe H. Mais ce sera après Staline.

De son vivant, Staline l'emporte sur Beria. Staline meurt.